François Viney

Maître de conférences en droit privé
Université de Picardie – Jules Verne
Centre de Droit privé de sciences criminelles d'Amiens (CEPRISCA)
francois.viney@u-picardie.fr

FONCTIONS

Depuis 2015 Maître de conférences à l'Université de Picardie – Jules Verne

2022— Directeur du Master droit privé « Contrats et responsabilités »
2019 — Codirecteur du Département de droit privé
2021-22 Responsable de la Licence Droit 2e année
2017-21 Directeur de la Licence professionnelle « Assistant juridique »

2012-15 Enseignant contractuel à l'Université de Cergy-Pontoise
2009-11 A.T.E.R. à l'Université Paris I (Panthéon-Sorbonne)

DIPLÔMES

2013 Doctorat en droit – Université Paris I (Panthéon Sorbonne) – mention très honorable avec félicitations du jury à l'unanimité.

Thèse dirigée par M. le professeur Grégoire Loiseau, « Le bon père de famille et le *plerumque fit*, contribution à l'étude de la distinction des standards normatifs et descriptifs », soutenue le 12 novembre 2013, devant un jury composé de Mme Pascale Deumier, M. Hervé Lécuyer, M. Grégoire Loiseau, M. Denis Mazeaud et M. Philippe Stoffel-Munck.

2007 Master 2 recherche droit privé général, Université Paris I (Panthéon-Sorbonne).

2006 Master 2 recherche philosophie du droit et droit politique, Université Paris II (Panthéon-Assas).

PUBLICATIONS ET TRAVAUX

Thèse

La personne raisonnable [*bon père de famille et* plerumque fit] – *Contribution à l'étude de la distinction des standards normatifs et descriptifs*, thèse, Paris I, 2013, à paraître, éd. Mare et Martin.

Ouvrage

« Droit des biens », *in Cours de droit civil*, par François Viney, Jérémy Houssier, Julien Laurent, Florent Masson et Maïté Saulier, 6e éd., coll. « CRFPA », éd. IEJ Jean Domat, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2024.

Direction d'ouvrage

La profession d'avocat : les risques de l'exercice, François Viney et Rodolphe Bigot (dir.), CEPRISCA, Lextenso, 2023, 154 p.

Articles

« On lie les bœufs par les cornes et les hommes par les paroles » à propos de l'adage de Loysel, *à paraître*.

« L'appréciation de la faute civile du notaire », *à paraître*.

« Les effets de la responsabilité civile contractuelle », *fasc., in* « *Droit de la responsabilité civile* », *Lexbase*, 2022.

« La faute civile de l'avocat », *Revue Lexbase Avocats*, 4 février 2021, pp. 47-53, réed. *in* « *La profession d'avocat : les risques de l'exercice* », éd. CEPRISCA, Lextenso, 2023.

« La loi relative à la protection des données personnelles », *A.J. Fam*. 2018, n° 7-8, p. 366 s.

« Les dispositions relatives à l'état civil dans la loi de modernisation de la justice du XXIe siècle », Étude, *A.J. Fam.* 2016, n° 12, p. 577.

« L'expansion du "raisonnable" dans la réforme du droit des obligations : un usage déraisonnable ? », Point de vue, *Recueil Dalloz* 2016, p. 1940.

« À propos de la preuve de l'exécution de l'obligation d'information », Étude, *JCP éd. G*. 2014, 879.

Notes et commentaires

« À propos des allocations familiales au bénéfice de ressortissants de pays tiers à l'UE », obs. sous CJUE, 25 novembre 2020 (C-302/19 et C-303/19), *A.J. Fam.* 2021, 51.

« Le bénéfice d'une allocation familiale ne saurait être refusé pour l'enfant du conjoint du travailleur frontalier », obs. sous CJUE, 2 avril 2020, aff. C-802/18, *A.J. Fam.* 2020, 364.

« Le refus de transfèrement d'un détenu dans une prison plus proche de sa famille peut constituer une violation de l'art. 8 Conv. EDH », obs. sous Cour EDH, 17 sept. 2019 (Req. nos 19302/09 et 49 089/12), *A.J. Fam.* 2019, 591.

« Bénéfice des prestations sociales pour les enfants étrangers : une nouvelle pierre à l'édifice jurisprudentiel », obs. sous Cass. Civ. 2e, 11 juill. 2019, n° 18-19.158, *A.J. Fam.* 2019, pp. 538-539.

« Du nouveau sur la rémunération des administrateurs judiciaires désignés pour une mission en matière civile », obs. sous Cass. Civ. 2e, 28 mars 2019, n° 18-14.364, *A.J. Fam.* 2019, 421.

« Précisions sur l'éligibilité de l'octroi de prestations familiales pour des enfants étrangers entre États membres de l'U.E. », obs. sous CJUE, 7 févr. 2019, C-322-17, *A.J. Fam.* 2019, pp. 161-162.

« Précisions sur le recours exercé contre une ordonnance du juge des tutelles statuant sur la rémunération d'un administrateur *ad hoc* » : obs. sous Cass. civ. 2e, 4 oct. 2018, n° 17-21.278, *A.J. Fam.* 2018, n° 12, pp. 695-696.

« Bénéfice des prestations de sécurité sociale pour les enfants étrangers : nouvel épisode » : obs. sous Cass. Civ. 2e, 20 sept. 2018, n° 17-13.639, *A.J. Fam.* 2018, n° 11, pp. 619-621.

« De quelques difficultés suscitées par la représentation aux assemblées d'une société civile familiale », obs. sous C.A. Paris, 1er mars 2018, n° 15/07.467, *A.J. Fam.* 2018, n° 6, pp. 350-351.

« L'articulation des conventions internationales et de la loi nationale en matière de sécurité sociale », obs. sous Cass. Civ. 2e, 25 janvier 2018, n° 17-11.436, *A.J. Fam.* 2018, n° 3, pp. 184-185.

« La banque n'est pas garante de la gestion des fonds du mineur effectuée par l'administrateur légal », obs. sous Cass. Civ. 1ère, 11 octobre 2017, n° 15-24.946, *A.J. Fam.* 2017, n° 12, pp. 645-646.

« Nul professionnel n'est censé ignorer… la jurisprudence ? », note sous Cass. Civ. 1ère, 12 octobre 2016, n° 15-18.659, *Les Petites Affiches*, 2017, n° 101, p. 18 s.

« Changement de sexe à l'état civil : la condition de stérilité est contraire à l'art. 8 Conv. EDH ! », obs. sous Cour EDH, 6 avril 2017, (Req. nos 79885/12, 52 471/13, 52 596/13), *A.J. Fam.* 2017, n° 5, pp. 299-300.

« Du nouveau concernant l'action cambiaire au bénéfice du porteur d'un chèque sans provision », note sous Cass. Com., 3 mai 2016, n° 14-23.950, *JCP éd. G.* 2016, 816.

« De quelques précisions relatives au contrat de coffre-fort », note sous Cass. Com., 9 février 2016, n° 14-23.006, *Les Petites Affiches*, 20 juin 2016, p. 17.

« Un peu de Roubier… appliqué à l'action en constatation de la possession d'état », obs. sous Cass. Civ. 1ère, 16 mars 2016, n° 14-21.457, *A.J. Fam.* 2016, n° 5, p. 262.

« Retour sur l'établissement de la filiation après une procréation médicalement assistée », note sous Cass. Civ. 1ère, 16 mars 2016, n° 15-13.427, *Recueil Dalloz*, 2016, p. 977.

« Retour sur les conditions de l'usucapion abrégée des immeubles », note sous Cass. Civ. 3ème, 11 février 2015, *Les Petites Affiches*, 18 juin 2015, p. 10.

« Absence de nullité du contrat pour réticence dolosive du vendeur lorsque l'acquéreur est averti : quelles justifications ? », note sous Cass. Civ. 3ème, 7 mai 2014, *Recueil Dalloz* 2014, p. 1751.

« Que reste-t-il de la séparation de biens ? », note sous Cass. Civ. 1ère, 18 décembre 2013, *Recueil Dalloz* 2014, p. 527.

Autres

« Suretés réelles » (en collaboration avec Frédéric Danos), corrigé d'examen de droit des sûretés (M1), *in Annales de droit des affaires et de droit commercial – Méthodologie et Sujets corrigés*, 2012, Dalloz, pp. 141-159.